

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°582 – 2 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le rapport "Perspectives économiques régionales - Afrique subsaharienne" du FMI

Le chiffre à retenir

6,3%

Le taux de croissance projeté de
l'UEMOA en 2025, selon le FMI

Le 23 avril 2025, le Fonds monétaire international (FMI) a publié son rapport semestriel "Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne", intitulé pour cette édition "[Une reprise interrompue](#)".

Un rebond économique en 2024 pour l'Afrique subsaharienne, entravé en 2025 par un environnement extérieur dégradé

Après 3,6 % en 2023, la croissance en Afrique subsaharienne a atteint 4 % en 2024 (**soit + 0,4 p.p. par rapport à l'estimation d'octobre 2024**), soutenue par le ralentissement de l'inflation (médiane à 4,5 % début 2025) et une stabilisation de la dette publique (médiane en dessous de 60 % du PIB). Toutefois, ce rebond intervient dans un contexte de vulnérabilités persistantes et de tensions croissantes sur le plan international.

La région fait face à un nouveau choc lié à une réorientation des politiques économiques mondiales, notamment à travers l'adoption de mesures tarifaires importantes par les États-Unis et les contre-mesures de leurs partenaires commerciaux. Dans ce contexte, la croissance régionale est attendue à 3,8 % en 2025 et 4,2 % en 2026, soit une révision à la baisse (respectivement -0,4 et -0,2 p.p.) par rapport aux prévisions précédentes. Les pays exportateurs de matières premières et ceux ayant une forte exposition commerciale aux États-Unis devraient être les plus affectés. La diminution attendue de l'aide publique au développement pourrait accentuer les difficultés pour les pays les plus vulnérables.

Le Sénégal enregistrerait la croissance la plus forte d'Afrique subsaharienne en 2025

La reprise économique dans la sous-région se poursuit, mais à un rythme inégal. La croissance s'est améliorée en 2024 dans la moitié des pays, parfois de façon significative (cas du Niger : +7,9 p.p. par rapport à 2023, en raison de la hausse de la production, et des exportations, d'hydrocarbures), tandis qu'elle a stagné ou diminué dans l'autre moitié. Ainsi, en 2024, le Niger (10,3 %), le Sénégal (+6,7%) et le Bénin (6,5 %) ont enregistré les plus fortes croissances de la sous-région, la croissance en Côte d'Ivoire restant dynamique (+6,3 %). Pour l'année 2025, les perspectives sont globalement positives pour la sous-région, notamment en zone UEMOA, avec une croissance prévue de 6,3 %, contrastant avec la dynamique à l'échelle sous-continentale. Le Sénégal (8,4 % en 2025) devrait enregistrer la croissance la plus importante de la sous-région, voire de l'Afrique subsaharienne, grâce à la mise en exploitation progressive du gisement de Sangomar.



Estimations et projections de croissance des pays d'Afrique de l'ouest (hors Nigéria-Ghana)

Pays	Croissance du PIB réel en 2023 (%)	Croissance du PIB réel en 2024		Croissance du PIB réel en 2025		Croissance du PIB réel en 2026 (%)
		Est. Avr. 2025 (%)	écart / proj. oct. 2024 (en p.p.)	Proj. Avr. 2025 (%)	écart / proj. oct. 2024 (en p.p.)	
Benin	6,4 %	6,5 %	0	6,5 %	0	6,2 %
Burkina Faso	3,0 %	4,5 %	-1	4,3 %	-1,5	4,5 %
Cap vert	4,0 %	6,0 %	+1,3	5,0 %	+0,3	4,9 %
Cote d'Ivoire	6,5 %	6,0 %	-0,5	6,3 %	-0,1	6,4 %
Gambie	4,8 %	5,8 %	0	5,9 %	+0,1	5,0 %
Guinée	6,2 %	6,1 %	+2	7,1 %	+1,4	10,6 %
Guinée-Bissau	5,2 %	4,7 %	-0,3	5,1 %	+0,1	5,0 %
Liberia	4,6 %	4,8 %	-0,3	5,3 %	-0,5	5,5 %
Mali	4,7 %	4,4 %	+0,6	4,9 %	+0,5	5,1 %
Mauritanie	6,5 %	4,6 %	+0,2	4,4 %	+0,2	3,7 %
Niger	2,4 %	10,3 %	+0,4	6,6 %	-0,7	6,7 %
Sénégal	4,3 %	6,7 %	+0,7	8,4 %	-0,9	4,1 %
Sierra Leone	5,7 %	3,7 %	-0,3	4,7 %	+0,2	4,9 %
Togo	5,6 %	5,3 %	0	5,3 %	0	5,5 %
UEMOA	5,1%	6,1%	-0,1	6,3%	-0,3	5,7%
CEDEAO	3,6%	4,4%	+0,2	4,1%	-0,2	4%
Afrique subsaharienne	3,6 %	4,0 %	+0,4	3,8 %	-0,4	4,2 %
Monde	3,5 %	3,3 %	+0,1	2,8 %	-0,4	3%

Source : FMI, WEO-REO avril 2025

Régional

Accord d'échange d'exposition de 3,2 Mds USD entre la BAfD et la BIAD

Le 26 avril 2025, la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) avoir signé un accord d'échange d'exposition d'un montant de 3,2 Mds USD avec la Banque interaméricaine de développement (BIAD). Ce mécanisme de partage des risques consiste en un échange financier d'un portefeuille de créances envers des pays différents de ceux avec lesquels chaque banque multilatérale traite habituellement, permettant aux deux banques de diversifier les risques liés à leurs

portefeuilles de dettes souveraines. Il renouvèle un premier accord conclu en 2015 entre les deux parties, et fait suite à trois précédents accords d'échange d'exposition conclus par la BAfD avec d'autres banques de développement multilatérales.

Bénin

Annnonce de la création d'une 2^{ème} zone économique spéciale

Lors du conseil des ministres du 23 avril, le gouvernement a [adopté](#) un décret portant création de la 2^{ème} Zone économique spéciale (ZES) du pays. Cette nouvelle ZES se situera à Sèmè-Podji, dans le département de l'Ouémé,



une région déjà connue pour accueillir la station d'exportation du pétrole provenant de l'oléoduc Niger-Bénin. Pour rappel, la 1^{ère} ZES a été créée en 2020 à Glo-Djigbè et [comptabilise](#) 36 investisseurs, plus d'une douzaine d'unités opérationnelles ainsi que plus de 15 000 jeunes travailleurs.

Burkina Faso

Lancement des travaux pour la construction d'un barrage agricole

Les autorités burkinabés ont [lancé](#) officiellement la construction d'un barrage d'irrigation à Diarradougou, dans la commune rurale de Bama, pour un coût de 6 Mds FCFA (9,1 M EUR), financé par l'État. Le barrage, d'une capacité de 10 Mm³, comprendra une digue d'environ 1 km, un déversoir, une prise d'eau pour alimenter le canal de Bama et un système de vidange. Ce projet vise entre autres à sécuriser l'approvisionnement en eau du périmètre rizicole de Bama, à augmenter les rendements agricoles afin de renforcer l'autosuffisance alimentaire du pays. Les travaux, confiés à une entreprise locale, sont annoncés pour une durée de sept mois, hors saison des pluies.

L'inflation atteint 2,3 % en g.a en février 2025

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation s'est [établi](#) à 2,3 % en glissement annuel (g.a) en février 2025, en hausse par rapport à 1,5 % le mois précédent. Cette inflation est principalement portée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,6 % en g.a), en particulier ceux de la viande (+11,9 % en g.a), des céréales (+10,8 % en g.a), ainsi que des huiles et graisses (+8,2 % en g.a). A noter également la hausse significative des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+13,3% en g.a). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la baisse des prix dans les divisions

"logement, eau, électricité, gaz et combustibles" (-6,7 % en g.a), "loisirs, sport et culture (-0,7 %)", ainsi que des services d'enseignement" (-0,6 %).

Côte d'Ivoire

La DGI réalise un taux de recouvrement fiscal de 99 % au 1^{er} trimestre 2025

Le 25 avril 2025, la Direction générale des Impôts (DGI) [a annoncé](#) avoir mobilisé 1 107,3 Mds FCFA (1,7 Md EUR) de recettes fiscales sur le 1^{er} trimestre de l'année 2025, soit un taux de recouvrement de 99,1 % par rapport à l'objectif prévu. Toutefois, ce niveau de recettes fiscales représente une augmentation de 21,3 % par rapport aux 913,1 Mds FCFA (1,4 Md EUR) enregistrés au [1^{er} trimestre 2024](#). L'objectif pour le 2^{ème} trimestre est fixé à 1 542,9 Mds FCFA (2,4 Mds EUR). Pour rappel, l'objectif [fixé par les autorités](#) ivoiriennes pour l'année 2025 en termes de mobilisation de recettes fiscales par la DGI est de 5 191 Mds FCFA (7,9 Mds EUR).

18,6 M USD de la BAfD pour la filière rizicole ivoirienne

Le 22 avril 2025, le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#) un financement de 18,6 M USD en faveur du Projet régional de développement de chaînes de valeur régionales rizicoles résilientes en Afrique de l'Ouest – composante Côte d'Ivoire (REWARD-CI). Le coût total du projet est de 21,4 M USD et est co-financé à hauteur de 2,8 M USD par le gouvernement ivoirien. Le REWARD-CI sera mis en œuvre sur trois ans dans le centre de la Côte d'Ivoire, précisément dans les régions du Bélier et du Gbéké. Il vise à (i) développer des systèmes de production rizicoles résilients, (ii) développer des groupements de transformation du riz, l'agro-industrie et les liens au marché et (iii) renforcer



la compétitivité des chaînes de valeur du riz par des réformes politiques et réglementaires.

Mali

Fermeture des bureaux de Barrick Gold à Bamako

Le 15 avril 2025, la société minière canadienne Barrick Gold [a annoncé](#) la fermeture de ses bureaux à Bamako par les autorités maliennes. Ces dernières auraient également menacé de placer la mine de Loulo-Goukoto sous administration provisoire si elle n'était pas rouverte et si les taxes n'étaient pas payées. Pour rappel, un différend fiscal oppose les deux parties depuis l'adoption du nouveau code minier en 2024. A noter que le complexe Loulo-Goukoto compte parmi les plus importants gisements aurifères dans le monde et est détenu à 80% par Barrick Gold et 20% par l'État du Mali.

Présentation de la Stratégie nationale de développement 2024-2033

Le 17 avril 2025, le Premier ministre malien a [présenté](#) aux partenaires techniques et financiers la Vision Mali Kura 2063 et la Stratégie nationale pour l'émergence et le développement durable (SNEDD 2024-2033). La stratégie nationale s'articule autour de cinq axes majeurs : (i) le renforcement de la souveraineté et la consolidation de la paix et de la sécurité, (ii) la refondation de la gouvernance, (iii) la transformation structurelle de l'économie et la croissance durable, (iv) le renforcement du capital humain et le développement de territoires résilients, (v) la gestion durable de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et la résilience. Le coût global de la mise en œuvre de la SNEDD, est estimé à 61 232,1 Mds FCFA (soit 93,3 Mds EUR) sur dix ans, un montant ambitieux. La Vision Mali Kura 2063 intègre elle, 11 projets structurants qui couvrent des domaines comme l'agriculture, l'énergie, l'industrialisation,

l'éducation, l'environnement et la gouvernance numérique.

Niger

Signature d'un accord de joint-venture pour la création d'une raffinerie d'or

Le 23 avril 2025, les autorités nigériennes ont [signé](#) un accord de joint-venture avec la société émiratie Suvarna Royal Gold Trading LLC, portant sur la création de la société Royal Gold Niger SA. La future entité prévoit l'installation d'une raffinerie d'or, d'une unité de fabrication de bijoux, ainsi que d'un centre de taille et de polissage de pierres précieuses. Ce projet s'inscrit dans la politique nationale de valorisation des ressources minières. Il viserait notamment à structurer davantage la filière de l'orpaillage artisanal, en activité depuis les années 1950, et à favoriser une meilleure intégration économique à travers la transformation locale, la formalisation des activités et le renforcement des capacités nationales. La société Survana est contrôlée par l'homme d'affaires Pattni Kamlesh qui a été sanctionné en décembre dernier par le [Département du Trésor américain](#).

Sénégal

Lancement du Programme de résilience du système alimentaire

Le 25 avril 2025, le Sénégal a [officiellement](#) lancé le Programme de résilience du système alimentaire (PRSA) qui vise à renforcer durablement la sécurité alimentaire. Doté d'un financement de 230 M USD sur six ans, ce programme est soutenu par la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Il est prévu : (i) l'aménagement de 1 000 ha de fermes agricoles modernes pour les Coopératives Agricoles Communautaires (CAC) ; (ii) la valorisation de 4 700 ha de périmètres irrigués dans la vallée du fleuve



Sénégal et (iii) l'appui au financement de l'agriculture, de l'élevage et de la recherche scientifique. Le PRSA bénéficiera directement à plus de 600 000 personnes, en mettant l'accent entre autres sur l'adaptation au changement climatique.

Lancement d'AWS Wavelength pour renforcer l'infrastructure cloud locale

Le 16 avril 2025, Sonatel, filiale du groupe français Orange, et Amazon Web Services (AWS) ont annoncé le [lancement](#) officiel d'AWS Wavelength à Dakar, marquant la première zone Wavelength en Afrique subsaharienne. Cette [initiative](#) vise à rapprocher les services cloud des utilisateurs finaux, réduisant significativement la latence et répondant aux exigences de souveraineté des données. Grâce à cette nouvelle infrastructure hébergée localement dans les datacenters de Sonatel, les entreprises sénégalaises vont pouvoir déployer localement des applications sensibles tout en assurant de meilleures performances. Des secteurs comme la finance, la santé, le jeu vidéo ou encore l'Internet des objets (IoT) devraient profiter particulièrement de cette amélioration technologique. Ce lancement s'inscrit dans la dynamique du "[New Deal Technologique](#)" une initiative de 1,7 Md USD portée par l'Etat pour accélérer la transformation numérique du Sénégal.

Une centrale solaire de 56 MW à Tambacounda pour renforcer le réseau national

Une centrale solaire de 56 MW sera [construite](#) à Sinthiou Malème, dans la région de Tambacounda. Porté par la société Serengeti Energy, ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale visant à injecter 250 MW d'énergie solaire supplémentaires dans le réseau de la Senelec d'ici 2028. Les travaux devraient débuter d'ici deux mois pour une durée estimée entre 12 à 15 mois. L'objectif est de stabiliser l'offre, de promouvoir une électricité verte et d'atteindre un tarif cible de 60 FCFA (0,09 EUR) par kWh pour les usagers. Le Sénégal s'est doté d'une stratégie ambitieuse avec pour principal objectif l'atteinte d'un mix énergétique de 40% en énergie renouvelable en capacités installées d'ici 2030.

Togo

30,6 M tonnes de marchandises enregistrées au port de Lomé en 2024

Selon les autorités togolaises, le port de Lomé, seul port en eau profonde de la sous-région, a enregistré 30,6 M tonnes de marchandises manutentionnées en 2024. Cela représente une croissance de 1,9 % par rapport à 2023, soutenue par le transbordement qui a connu une hausse de 7,1% ; alors que le volume des importations a régressé de 3,8% et celui des exportations de 19,7 %. Ces résultats sont notamment liés aux efforts réalisés en termes de digitalisation des procédures. En effet, toutes les formalités relatives aux documents de commerce international s'effectuent sur une plateforme dédiée depuis septembre 2024, permettant de fluidifier les échanges commerciaux.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

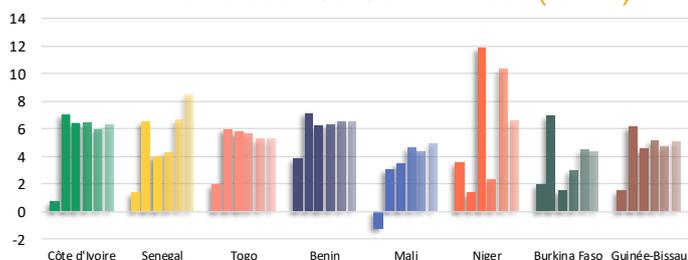
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

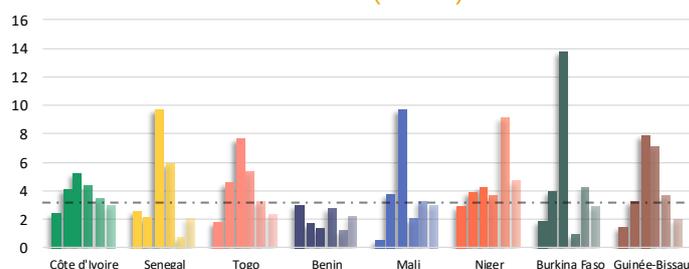


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

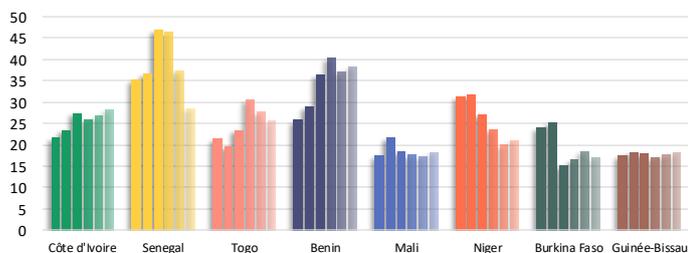
Croissance du PIB réel (en %)



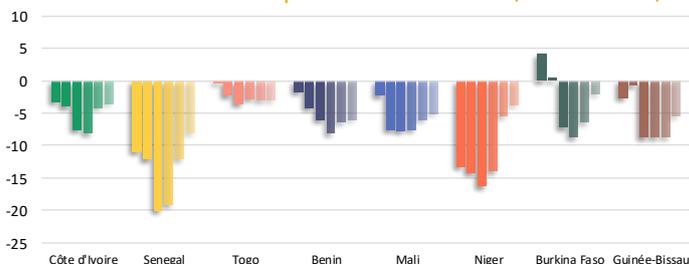
Inflation (en %)



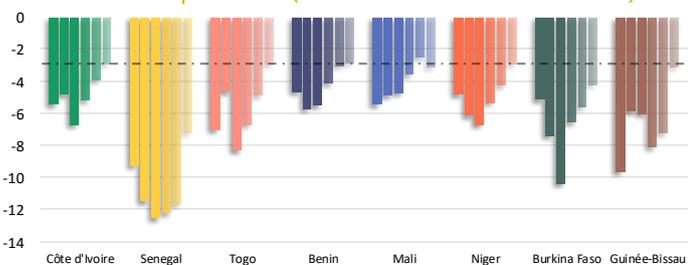
Investissements publics (% du PIB)



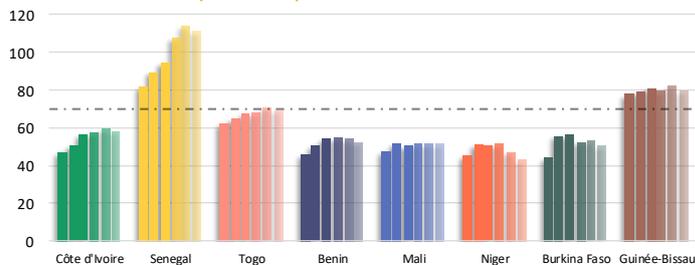
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)